



**AUTO, TRUCK
& MARINE
PARTS**

Orange Grove Road, Cole Bay
tel: +1 (721) 544 3355
fax : +1 (721) 544 2008

A.T. Ilidge Road, Philipsburg
tel: +1 (721) 542 3555
fax : +1 (721) 542 4655

Toutes vos pièces détachées
au même endroit !



OUVERT MIDI ET SOIR
à partir de 11:30 à partir de 18:30

Maintenant du lundi au vendredi

fermé les samedi et dimanche

cuisine française et créole

Le Bistro NU, rue Pérrinon à Marigot - 0690 28 16 32



**Vendredi 10
Décembre 2021**

St. Romaric

N°0206

0.50 euros

St. Martin's WEEK

Les yeux ouverts, l'esprit critique

Edito Une majorité en danger p.2

Présidentielles Les questions identitaires et d'immigration font pencher la balance p.2

Politique Apparition du virus "Eric", extrêmement contagieux p.3

Crise Reprise des "négociations" Collectif / Etat en préfecture p.4

Gouvernance Avis de Conseil territorial p.5

Social Les missionnaires ont pris position ! p.8

Economie Coup dur pour les portemonnaies saint-martinois p.8

Coup de gueule I believe I can't fly p.9

Événement Concert 100% Compos, 2ème dose p.10

LE PRÉFET SIFFLE LA FIN DE LA RÉCRÉ



EVELYNE FLEMING FORME LES RANGS LA FORCE DU "BETWEEN US", SANS CONCESSION !



CADISmarket.com

Vos Courses A Domicile !

Votre
SUPERMARCHÉ EN LIGNE
100% SAINT MARTIN !

**LIVRAISON
GRATUITE**

✉ web@cadismarket.com

www.cadismarket.com

*au delà de €99



Crise Reprise des "négociations" Collectif / Etat en préfecture

Par Mélissa NICOLAS-REMBOTTE

Interrompu par l'embrasement de Sandy Ground la semaine dernière, le cycle de rencontres entre le Collectif des collectifs et les services de l'Etat a repris ce mercredi 8 décembre, dans une ambiance (enfin) constructive et apaisée.

Le Préfet aussi a une "méthode" ...



En préambule des échanges, le Préfet a souhaité rappeler quelques éléments contextuels ainsi que la méthode qu'il avait définie, et à laquelle il comptait se tenir, afin de venir à bout de tous les sujets alimentant le conflit multiaxial qui sclérose la paix sociale depuis le mois de juillet.

Serge Gouteyron est ainsi clair à dire que l'écoute accordée au Collectif des collectifs ne saurait suppléer aux instances de concertation officielles et prévues par la loi. L'action de l'Etat sera dès lors définie et mise en oeuvre au fil des réunions avec les représentants de quartier, les associations, les services de l'Education nationale et ceux de la Collectivité dans tous les domaines inscrits sur la feuille de route préfectorale, à savoir l'aménagement du territoire, la politique de la ville, la formation et l'emploi notamment. Le Préfet a en outre réitéré son engagement de rendre compte de ses avancées tous les deux mois, malgré la pression que ces restitutions impliquent de fait pour ses services.

Ainsi, sur les sept points sur lesquels le Préfet Gouteyron s'était engagé le 10 novembre dernier, les progrès sont déjà tangibles : Des permanences hebdomadaires de la direction du travail et de Pôle emploi sont d'ores et déjà instaurées dans les deux quartier prioritaires ; le groupe de travail réunissant les parlementaires, les élus, les services de l'Etat et de la Collectivité, les représentants des associations, les représentants des conseils de quartiers, les représentants des jeunes, les socio-professionnels

se réunira à Quartier d'Orléans ce vendredi 10 et "le plus tôt possible" à Sandy Ground ; une permanence de la Gendarmerie sera installée à Quartier d'Orléans en cette fin de semaine ; La Poste y prendra aussi ses quartiers en janvier prochain ; le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de Délinquance (CLSPD) se réunira le 20 décembre en présence du Procureur de la République ; des crédits supplémentaires à hauteur de 663 600€ ont été fléchés sur 18 actions actions de prévention et d'aide à l'enfance dans les quartiers de Sandy Ground et de Quartier d'Orléans. Enfin, une directrice de projet, porteuse de nombreux espoirs en termes de renouvellement urbain des quartiers Politique de la Ville notamment, prendra ses fonctions le 1er janvier prochain.

C'est donc sur un pré-bilan positivement tangible que le Préfet Gouteyron posait les bases de la discussion avec le Collectif non sans avoir posé une malicieuse question au Collectif : **"Qui veut me voir partir ?"** A priori personne, d'après le silence obtenu en réponse...

*Serge Gouteyron :
"Je m'inscris dans la durée, ça peut déplaire mais j'aime être là, malgré les blessures, y compris celles de l'âme."*

... Et elle s'avère payante !

Après 10 minutes de suspension de séance à la demande du Collectif, une tentative de négociations point par point, la remise de plusieurs fiches actions en version papier et dématérialisée par les services de la Préfecture, les représentants du Collectif pliaient à la méthode thématique proposée par le Préfet, et le tout dans une ambiance apaisée, voire même joviale, exempte de tout non d'oiseau, commentaire péjoratif ou autre attitude insultante...

Quoiqu'il en soit, les échanges ont pu débiter autour des deux thématiques retenues pour cette session, l'éducation et l'emploi. A cet effet, le préfet s'était entouré, en plus de son Cabinet, du vice-recteur Michel Sanz accompagné de deux chargés de mission, Evelyne Fleming et Vincent Baraud, et de Mmes Marie-Laure Laquitaine, chargée de la politique de la formation professionnelle et Naïke Panga, chargée de mission développement économique à la DIECTE, tous impatients

d'entrer dans le vif du sujet et de pouvoir présenter leurs actions mais aussi leurs motivations et ambitions dans le cadre des politiques publiques qu'ils ont à charge de mener.

Des longues heures de déclinaison de statistiques, constats, mesures, pistes d'amélioration, etc. qui s'en sont suivies, nous retiendrons en particulier la déclaration d'amour au territoire de Michel Sanz qui nous a révélé, mercredi, une nouvelle facette de sa personnalité, tout en pédagogie et en émotion ; ce qui lui aura même valu un bon point de la part de Cédric André : **"Je sens, Monsieur le vice-recteur, que vous êtes quelqu'un de passionné, et c'est bien"...**

De l'existant...

Sur le volet éducation, puisque c'est celui qui aura occupé la majeure partie de l'espace, accent a été mis sur la déclinaison territoriale de la politique nationale d'une part et de la politique académique d'autre part, cheval de bataille du vice-recteur. Cette déclinaison se déploie sur sept axes de l'amélioration de la maîtrise des fondamentaux au renforcement des liens école-famille, en passant évidemment par le multilinguisme.

Au-delà de l'intérêt des développements particulièrement détaillés et illustrés de M. Sanz, qui permettent indubitablement de mieux prendre la mesure du travail et des efforts déployés à l'endroit des élèves et des personnels, on ne peut manquer ici de s'interroger quant au niveau d'information de ceux qui se veulent agents de liaison entre les autorités et le peuple.

En effet, et nonobstant même le fait que M. Lenny Mussington soit lui-même personnel de l'Education nationale, les sept axes présentés lors de cette réunion sont tous recensés dans un document

NOUS RETIENDRONS ÉGALEMENT UN CHIFFRE : 5 !

Afin de mieux appréhender la question récurrente des nombreux enseignants qui ne parviendraient pas à revenir "au pays" et pour lesquels il existe désormais des postes hors barème, le vice-recteur en a sollicité le recensement. Cinq noms lui ont été remontés...

stratégique disponible sur le site académique et relayé par les médias depuis... le mois de janvier ! Près d'un an que les actions de l'institution vis-à-vis des problèmes mis en exergue par le Collectif ont été écrites sans susciter de réaction

et près de six mois avant qu'elles ne trouvent un espace d'expression constructif... Peut-être dès lors que le problème tient à d'autres critères que le sentiment d'avoir "été oublié".

Quand la technicité s'octroie en plus la légitimité



L'intervention d'Evelyne Fleming, chargée de mission auprès du vice-recteur qu'il n'est plus nécessaire de présenter, portait, à notre sens que vous savez animé par une forte fibre territoriale, une des clés de compréhension des tensions qui s'exacerbent. Pourtant, elle n'a pas eu que des mots tendres, que ce soit à l'égard des membres du Collectif, des parents, des élus locaux, et de nous tous, membres de cette société qui implose...

"Je constate que vous attendez beaucoup de l'Education nationale, mais où est la politique territoriale de l'éducation ? Vous ne pouvez pas non plus me dire qu'il y a une politique artistique et culturelle ; pour l'instant il n'y a que l'école qui la porte et avec beaucoup de difficultés, avec les moyens que nous avons. Il y a un problème culturel sur ce territoire, il n'y a pas d'offre culturelle pour cette jeunesse. La soupape a sauté parce que il n'y a rien eu pour que cette pression s'évacue, il n'y a pas eu de Carnaval depuis des années, il n'y a plus de centres culturels, plus de cinéma ou d'écoles de danse ou de musique accessibles à toutes les bourses. Nous ne pouvons demander à des enseignants qui viennent d'ailleurs de s'impliquer sur notre territoire lorsque notre culture n'est pas visible, lorsqu'elle n'est pas accessible. Oui, l'anglais est notre langue mais l'espagnol est en train de monter en puissance, le créole haïtien est en train de monter en puissance, vous allez faire quoi de ces communautés ? Combien de parents prennent leurs responsabilités ; quand vous êtes parents, la barrière de la langue ne doit pas vous arrêter ! Vous êtes

Bulletin n°149 - Point de situation COVID-19 sur Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Semaine du lundi 29 novembre au dimanche 5 décembre 2021

Les indicateurs épidémiologiques pour Saint-Martin ainsi que pour Saint-Barthélemy restent stables ; continuons nos efforts !.

Saint Martin :

Pour la semaine du 29 novembre au 5 décembre 2021 (semaine 48, données arrêtées le 5 décembre), on dénombre 16 nouveaux cas sur le territoire de Saint-Martin, contre 15 en semaine 47. 19 nouveaux cas positifs ont été comptabilisés, en parallèle, par Santé Publique France (SPF).

En prenant en compte les données consolidées des semaines précédentes, cela porte à 3 992 le nombre de cas cumulés de coronavirus confirmés sur le territoire depuis le début de la crise sanitaire (données SI-DEP SPF).

Il faut noter que depuis le 06/12/2021 (semaine 49 en cours), 2 nouveaux cas de COVID ont été enregistrés sur 782 analyses effectuées.

Saint-Barthélemy :

Pour la semaine 48 (données arrêtées le 5 décembre), on dénombre 7 nouveaux cas sur le territoire de Saint-Barthélemy, contre 1 en semaine 47. 9 nouveaux cas ont été comptabilisés, par SPF, en parallèle soit 1 612 cas cumulés de coronavirus confirmés depuis le début de la crise sanitaire (données SI-DEP SPF).

Depuis le 06/12/2021 (semaine 49 en cours), un nouveau cas de COVID

6 devant moi parfaitement bilingues a minima et vous savez très bien que ce n'est pas uniquement l'école qui a porté ce bilinguisme en vous. On s'est bien rendu compte qu'il y avait un déphasage pour certains enseignants et même un cri du cœur de la part de certains d'entre eux, il y en a beaucoup qui essaient par tous les moyens et qui sont aujourd'hui en détresse. Je suis très contente de voir qu'il y a une conscience qui s'est établie sur de nombreux points, je ne voudrais simplement pas que vous segmentiez les choses (...), il faut régler le problème dans sa globalité. Oui il y a des difficultés, oui il y a des solutions à certaines de ces difficultés mais politiquement, il y a un rôle à jouer et ce n'est pas celui de l'Education nationale."

Face à ces réalités, que seul quelqu'un frappé du sceau de la légitimité tant par sa naissance que par sa maîtrise transversale des sujets peut oser, aucune objection n'a émané des rangs du Collectif dont les membres semblaient, à ce moment, revenus sur les bancs d'une école qu'ils ne voulaient plus vilipender. "Merci pour ce moment", Evelyne !

Et maintenant ?

Démonstration concrète a été faite devant des services, auxquels le Collectif reproche par ailleurs une carence

d'embauche locale, de l'intérêt de s'appuyer sur des ressources dont la bonne appréhension des situations est naturellement facilitée par une bonne connaissance de l'histoire et des acteurs du territoire. Et cela a des vertus qui dépassent de loin un appel superficiel à la discrimination positive, ou des passe-droits qui seraient aveuglément réclamés pour les "from here".

Quoiqu'il en soit conditions semblent maintenant réunies pour que les rencontres continuent de surfer sur une vague assainie et plus sereine, où chacun, peut-être parce qu'ayant eu un aperçu du pire, paraît prêt à s'écouter et à dialoguer au profit de la construction.

Un des représentants du Collectif, Albert Blake pour le citer, admettait ainsi à l'issue de cette réunion : "Même si ce n'était pas le format que nous espérions, nous sommes satisfaits. Il y a eu une meilleure interaction. Je crois que nous avons atteint une vitesse de croisière avec des échanges enrichis par la présence des techniciens aptes à apporter des réponses plus précises et calendaires."

Esprit de Noël, serais-tu parmi nous ?...

Gouvernance Avis de Conseil territorial

Par Mélissa NICOLAS-REMBOTTE

Le Conseil territorial se réunira, sans doute pour la dernière fois cette année, le 16 décembre prochain. Au menu des conseillers territoriaux, 9 points parmi lesquels le vote du budget supplémentaire et l'épineuse question des 50 pas géométriques.

1- Perception des impôts, fixation de taux d'imposition, barèmes et montants

Il s'agit, comme chaque année, de fixer le taux de :

- la taxe foncière (bâti : 47,30 % / non bâti : 121,58%) ;
- la contribution des patentes (25,76 %) ;
- la taxe additionnelle à la contribution des patentes (2,81 %) ;
- la taxe de gestion des ordures ménagères (14,70 %) ;
- le droit additionnel au droit indiciaire de licence (2,81%)

Cette délibération devrait être adoptée sans encombre

puisque ces taux ne subissent aucune évolution.

2- Mesures fiscales diverses.

Cinq modifications du Code Général des impôts de Saint-Martin seront ici soumises au vote des conseillers territoriaux. Outre une abrogation de forme d'un article lié à l'exonération d'impôt sur les sociétés des bénéficiaires réalisés et une "modification technique induite par le relèvement du seuil du régime spécial déclaratif (BNC)", l'exécutif entend aussi préciser le champ des dépenses devant être couvert par la taxe additionnelle à la contribution des patentes et au droit additionnel au droit indiciaire de licence et qui doivent se limiter aux missions de service public de la CCI.

Un autre article prévoit d'étendre le droit de communication des agents de la direction générale des finances publiques et de la direction générale des douanes et droits indirects à des demandes non nominatives et pouvant désormais inclure les ventes, les clients, les transactions ou encore les

fournisseurs d'une entreprise. Plus encore, il est demandé aux conseillers territoriaux d'étendre la dérogation au secret professionnel dont disposent les agents de l'administration des impôts au bénéfice de l'INSEE et des services statistiques ministériels aux agents de la COM en poste au service fiscal et au bénéfice du service des statistiques de la Collectivité. Ces deux mesures, à condition qu'elles passent ensuite le contrôle de légalité, visent notamment à la mise en œuvre de la troisième délibération du prochain CT.

3- Information des utilisateurs de plateformes de mise en relation par voie électronique.

Il s'agit ici de resserrer les mailles du filet internetique des sites spécialisés sur lesquels l'offre de locations, d'hébergements saisonniers en particulier, pullulent sans pour autant trouver le chemin de l'obligation déclarative de revenus. Un nouvel article du CGI prévoira donc une

IMMO DOM

JAMAIS SANS TOIT !

Carte pro: CPI 9781 2016 000 007 098 transactions, locations et syndic - Assurance financière: CEGC.

7 Rue du Soleil Levant, Concordia - St Martin - 0590 87 00 38 - HUC François, expert CNE - francoishuc@hotmail.com - 0690 41 17 07

HÔTEL MONT VERNON
265 000 € HAI



Très beau T3 meublé avec 2 salles d'eau, une buanderie, un espace bureau, etc

MONT VERNON 1
299 600 € HAI



Au 1er étg, T4 de 89 m² en duplex, avec jardin acté !!! de 55 m²

LE PIRATE
185 400 € HAI



T2 meublé en duplex, ascenseurs, piscine et plage

LES HAUTS DE CONCORDIA
750 000 € HAI



Villa contemporaine d'exception T5, complète

ALMOND GROVE
665 000 € HAI



Villa T4 de bon standing avec grand atenant, piscine et sécurité assurée

AGREMENT
285 600 € HAI



Spacieux T3 bis "in mint condition"

Certification de valeurs et expertises immobilières

www.agenceimmodom.com

LOCATIONS & LOCAUX COMMERCIAUX

Du T1 au T4, Nous consulter !